Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 26 (1946)
Heft: 7

Artikel: Une union économique de l'ouest européen est-elle possible?
Autor: Courtin, René
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-888752

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

UNE UNION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST EUROPÉEN EST-ELLE POSSIBLE ?

par

René COURTIN

Professeur à la Faculté de droit de Paris

Membre du Comité de direction du journal « Le Monde »

C'est pour moi un très grand privilège que de prendre la parole à l'Assemblée générale de la Chambre de commerce suisse, car si votre beau pays éprouve, comme l'a rappelé votre président il y a un instant, des sentiments chaleureux pour la France, ceux que nous, Français, portons à la Suisse ne sont pas d'une moindre qualité.

Mais je veux particulièrement exprimer ma reconnaissance aux dirigeants de votre compagnie, d'avoir bien voulu me donner la parole, pour aborder devant vous une question qui me tient particulièrement à cœur, une question qui me paraît constituer le problème même de notre temps.

A la fin de l'autre guerre, Paul Valéry, portant son regard lucide et froid sur le monde contemporain, n'hésitait pas à porter le jugement suivant :

« La classification des régions habitables du monde tend à devenir telle que la grandeur matérielle brute, les éléments de statistique, les nombres, population, superficie, matières premières, déterminent enfin exclusivement le classement des compartiments du globe. »

A ce moment, cependant, l'Allemagne avait pris place déjà au camp des vaincus. La Russie était hors de course, et la France, la petite France de 40 millions d'habitants, figurait au premier rang des vainqueurs.

Vingt-cinq ans ont passé, et ce qui constituait alors une anticipation de génie est devenu une réalité banale, vulgaire et proprement aveuglante. Mais du même coup, nous sommes amenés, je crois, à repenser tous les problèmes de la politique et de l'économie, et surtout, en dépit d'habitudes séculaires de pensée dont nous sommes les prisonniers, en dépit des sacrifices que nous allons avoir à consentir, nous sommes conduits à accepter lucidement les conséquences de la situation qui nous est faite.

L'union des nations occidentales est inscrite dans l'histoire et sur la carte, et la seule question qui se pose est de savoir si cette union sera notre œuvre, ou si au contraire elle nous sera imposée de l'extérieur dans des conditions difficilement acceptables, mais que cependant nous serons obligés de subir.

Il s'agit, en somme, de poursuivre volontairement une évolution, de la précipiter même, pour éviter d'être brisés par elle. A nous d'obtenir que cette évolution s'effectue à notre profit, nous ses bénéficiaires et ses maîtres, qui, sans cela, risquerions d'en être les esclaves et les victimes.

* * *

Je vous demande pour un instant de remonter très haut dans le cours de l'histoire car, dans l'antiquité déjà, toute l'évolution historique a tendu à la constitution d'unités économiques et politiques plus puissantes. Ce fut d'abord la constitution des minuscules républiques de la mer Egée, puis celle des républiques grecques, puis l'empire d'Alexandre, enfin l'empire romain.

Après la cassure du moyen âge, c'est à la même évolution inéluctable que nous assistons.

Au XVe et au XVIe siècles, de petits Etats s'organisent qui, grâce justement à leurs faibles dimensions, se constituent les premiers, et bénéficiant de leur avance, jouissent d'une extraordinaire fortune.

Ce fut le cas, vous le savez, de la République de Venise, du Royaume du Portugal et, plus tard, du Royaume de Hollande.

Beaucoup plus complexes dans leur organisation, les grands Etats modernes, l'Espagne, la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie n'ont pu se constituer que beaucoup plus tard. Mais dès que ces nations ont été organisées, elles ont pu tout naturellement éclipser très rapidement leurs prédécesseurs.

Aujourd'hui enfin, ce sont deux immenses empires, les Etats-Unis et la Russie, auxquels demain vraisemblablement va se joindre la Chine, qui occupent la première place sur la scène mondiale.

Ces Etats sont à la veille de supplanter ou déjà ont supplanté la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Longtemps inorganiques, comme la Russie, ou repliés sur eux-mêmes comme les Etats-Unis, en raison de leur masse même, ils se sont mis en mouvement, et il est évident que, dans l'ensemble du monde, aucune autre puissance n'est à même de les équilibrer. En sorte qu'aujourd'hui la France, l'Italie et même l'Angleterre, prennent vis-à-vis de la Russie et des Etats-Unis, la place qu'occupaient au XIXe siècle le Portugal et la Hollande.

L'évolution à laquelle nous participons est peut-être encore plus rapide et plus complète, plus inéluctable aussi que celle de la période précédente. Jadis les grands Etats manifestaient leur supériorité parce que la fermentation intellectuelle y était plus intense et plus forte également la force de l'armée ; mais depuis que le machinisme a révolutionné la technique, la prééminence des grands Etats se manifeste également sur le terrain économique. C'est dans les grandes usines que le rendement du travail est le plus élevé, mais en même temps la production en grand suppose des débouchés étendus que l'on ne saurait trouver dans de petits pays. Ce qui fait qu'après s'être effacés sur le double terrain intellectuel et militaire, les Etats petits ou moyens n'auront probablement plus la possibilité d'offrir à leurs nationaux des conditions de vie égales à celles des plus grandes puissances. Du même coup leur influence politique est amenée à décroître encore.

Il y a là, je crois, des éléments extrêmement complexes, qui expliquent ce sentiment de déchéance, ou tout au moins cette inquiétude vague, qui, plus encore que les secousses de l'occupation, est à l'origine du malaise à la fois politique, social et moral, qui affecte présentement tous les Etats de l'Europe. Notre petit continent voudrait échapper à son destin et par tous les moyens qu'il croit entrevoir, tend à se raccrocher à la grandeur. Mais chaque pays a le sentiment qu'il n'a plus la possibilité de se sauver par lui-même, et instinctivement il se tourne du côté des Grands.

C'est dans ces conditions que s'explique, dans tant de nos pays, le développement des mystiques étrangères. La bourgeoisie et les milieux d'affaires ont les yeux tournés de l'autre côté de l'Atlantique, pendant que le prolétariat des villes, et également, au moins en France, une partie du monde des campagnes, paraissent hypnotisés par les steppes de l'Asie.

Et certes, toutes les couches sociales ne sont pas également perméables à cet appel. Elles tentent de résister pour maintenir les traditions nationales, mais il semble bien évident que, dans les circonstances présentes, ces éléments traditionnels perdent la foi.

En France, notamment, la droite traditionnelle et les milieux radicaux ont été condamnés à adopter des positions de repli, des positions purement défensives. De même, le socialisme, qui fut si ardent dans les premières années du XXe siècle, a perdu une partie de son dynamisme. Enfin la démocratie chrétienne, aujourd'hui si puissante dans les Pays-Bas, en Belgique, en France et en Italie, est, elle aussi, menacée à plus ou moins lointaine échéance du fait qu'elle n'a, dans le domaine de la technique économique, aucun programme positif à présenter à ses adhérents.

A l'élite cependant, comme aux masses, il serait nécessaire d'apporter, non pas simplement de vagues espérances pour l'avenir ou même des satisfactions immédiates, mais le sentiment exaltant qu'on est à pied d'œuvre, qu'il y a une grande tâche à accomplir, qu'il reste à aborder les perspectives claires du travail, de la paix et de la prospérité, dans un cadre qui ne sera pas le cadre étriqué que nous connaissons, mais un cadre à la mesure de notre temps et de notre ferveur.

Il faut surtout que nous apportions des espérances nouvelles à la jeunesse, qui voit partout autour d'elle des horizons bouchés et est prête à s'abandonner à la révolte ou au découragement. Je suis de ceux qui pensent que les nations de l'Europe occidentale, quelles qu'elles soient, ne conserveront leur indépendance et leur unité, ne retrouveront leur richesse, et même ne parviendront à sauver leur âme, que dans la mesure

où elles sauront s'unir sur le double terrain de la politique et de l'économie.

Ai-je besoin d'ajouter qu'une telle union doit être essentiellement un instrument de paix et non de guerre; qu'une telle union ne saurait avoir de pointe dirigée contre personne, puisqu'il s'agit uniquement de supprimer un déséquilibre qui va en grandissant et qui risque de nous conduire à la catastrophe.

* * *

Il est frappant que toutes les nations occupées et pillées par l'ennemi s'efforcent aujourd'hui d'édifier des plans de reconstruction; mais il se trouve que ces plans présentent un caractère essentiellement national, sans qu'aucune coordination soit établie entre eux. En se défendant en principe des mirages de l'autarcie, chaque nation est appelée à développer chez elle une économie telle qu'elle n'aura pas à compter sur ses voisins.

On tend partout à constituer une économie aussi complexe que possible, en développant les exportations, en diminuant les importations, en sorte que nous nous trouvons replongés en plein mercantilisme. Si nous persévérons encore quelques années, ou même quelques mois, dans cette direction, nous allons nous trouver placés dans une structure qu'il sera extrêment difficile de modifier. Nous aurons multiplié des outillages inutiles, parce qu'ils représenteront des double emplois. Nous aurons employé des forces économiques à des investissements en sorte que ces forces, sans utilité aucune, auront été gaspillées sans le moindre profit.

Mais ces outillages une fois constitués, des intérêts puissants s'opposeront à la modification de la structure, opposition des industriels qui chercheront à défendre leur profit, opposition des ouvriers qui chercheront à sauvegarder leur emploi, opposition des épargnants qui ne voudront pas être privés de leurs intérêts et de leurs dividendes.

Tant, au contraire, que les pays qui ont été appauvris par la guerre n'auront pas effectué leur reconstitution complète, tant que les outillages demeureront insuffisants, tant surtout que la demande sera supérieure à l'offre, l'union ne se heurtera pas à des intérêts précis et, dans ces conditions cette union demeurera possible.

On a l'impression que le monde occidental est encore plastique, mais qu'il n'y a pas un instant à perdre pour le couler dans un moule nouveau avant qu'il ne durcisse. Et c'est pourquoi, si nous ne voulons pas assister impuissants, d'abord à l'effritement, puis à l'effondrement du monde qui est le nôtre, c'est tout de suite que, dans nos divers pays, nous devons engager une intense propagande pour populariser une idée dont personne aujourd'hui, à peu près, ne se préoccupe.

Il faudrait que dans chacun des pays appartenant au continent occidental, cette idée d'union devienne populaire, qu'elle constitue une de ces idées-force qui s'imposent à l'attention et aux déterminations des gouvernements.

* * *

En 1860, lorsque Michel Chevalier pour la France et Cobden pour l'Angleterre, négocièrent et signèrent le traité franco-anglais, qui établit dans les relations réciproques des deux pays le libre échange, traité qui, par l'application de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée, amena la généralisation de ce régime dans l'ensemble du monde, cette révolution ne souleva pas de bien grandes difficultés.

Sans doute, dans un pays comme la France, tout le monde n'était pas d'accord, car si les agriculteurs, chose étrange, soutenaient à ce moment-là le libre échange, les industriels y étaient farouchement opposés. Mais Napoléon III, souverain tout-puissant, ratifia le traité franco-anglais, en le retirant du corps législatif auquel il avait été soumis et qui se montrait réticent.

Aujourd'hui, la généralisation de la démocratie dans le monde occidental ne permet plus d'envisager l'utilisation de semblables méthodes autoritaires. Ce sont les nations tout entières qui doivent imposer le grand bouleversement qui s'impose.

A ces difficultés politiques se joignent des difficultés techniques que je dois cependant vous soumettre succinctement. Ayant le privilège de m'adresser à une assemblée de spécialistes des questions de commerce international, je ne voudrais pas avoir l'air de passer trop facilement sur des problèmes complexes qui sont au centre de vos préoccupations.

En 1860, lorsque le libre échange fut établi dans tout le monde occidental, les niveaux de prix étaient sensiblement égaux et stables dans les

divers pays, du fait que le régime de l'étalon-or était partout appliqué, du fait que les capitaux circulaient librement de pays à pays, du fait enfin que l'Etat n'intervenait pas dans la vie économique. Les diverses économies nationales étaient équilibrées à l'intérieur de chacune d'elles et les unes par rapport aux autres. Il était donc relativement facile de faire sauter les vannes entre les uns et les autres; on était à peu près sûr d'éviter un raz de marée économique.

D'autre part, lorsque la réforme fut effectuée, elle se défendit d'elle-même, parce que les forces économiques spontanées jouaient librement, sauvegardant l'équilibre, sans que l'Etat eût à intervenir. En sorte que le système ne fut mis en péril et finalement n'échoua qu'en raison de la grande baisse des prix qui intervint à partir de 1873, et qui porta chaque nation à se replier sur elle-même.

Le système fut donc abandonné sous l'action de forces qui lui étaient essentiellement étrangères, d'une part l'abandon du bi-métallisme, d'autre part l'épuisement progressif des mines d'or de Californie et d'Australie.

La tâche qui nous attend est infiniment plus lourde, et je dois dire que lorsque je m'efforce de réfléchir à la question, je suis parfois pris de vertige, en pensant à tous les obstacles qu'il y aura lieu d'écarter.

Tout d'abord, chaque Etat se trouve placé dans un véritable état d'autarcie monétaire. Tous font de l'inflation, mais un à un rythme qui est essentiellement variable, en ce sens que, par exemple, la Suisse et la Belgique, pour ne citer que deux exemples, voient augmenter leur circulation, voient augmenter leurs prix, mais dans une mesure beaucoup moins grande que la France.

Cependant, une union économique véritablement digne de ce nom impliquerait un parallélisme complet dans les mouvements de prix, parallélisme qui est la condition d'une stabilisation complète des changes, et implique une union monétaire intégrale.

Malheureusement, la France n'a pas la possibilité, pour le moment, de juguler complètement son inflation, cependant qu'elle n'a pas la possibilité de demander à ses voisins de s'inoculer le même virus.

De même, les niveaux de prix, dans les différents pays sont soumis à des éléments nouveaux, que l'on ne soupçonnait pas au milieu du XIXe siècle. Ils dépendent de la montée des salaires, laquelle dépend à son tour de la poussée, variable selon les différents pays, des grandes organisations syndicales. Alors qu'au XIXe siècle le jeu des forces économiques en présence déterminait un équilibre stable, les éléments déterminants sont aujourd'hui d'ordre politique.

En troisième lieu, nous savons que les niveaux de prix dans les différents pays, au lieu d'être des niveaux naturels sont des niveaux artificiels, en ce sens que, dans chaque nation, de nombreux prix, et en général les plus importants, sont maintenus artificiellement par le jeu de subventions. De même, beaucoup de produits étrangers, je parle au moins pour la France, sont vendus au-dessous des cours mondiaux, soit par l'octroi de ces subventions, soit par le fonctionnement de caisses de péréquation.

Comment parviendrons-nous à égaliser tous ces prix, alors que les intérêts qui s'attachent à eux sont essentiellement différents selon les pays?

Enfin, dernière de ces grandes difficultés que je voulais vous signaler, la plupart des marchandises, des matières premières et des denrées alimentaires en provenance de l'étranger, sont acquises au moyen de licences d'importation, et réparties en vertu de mesures réglementaires, ainsi d'ailleurs que les produits nationaux. Comment unifier les achats effectués par l'union à l'étranger? Comment régler le commerce entre les différents pays appartenant à l'Union, ou plus exactement, puisqu'il s'agira alors d'un problème interne, comment répartir entre tous les produits qui sont obtenus par l'un d'eux?

Voilà quelques-unes des difficultés que je voulais vous soumettre, et je crois que cette situation dicte le choix de la méthode à employer pour la construction à laquelle nous voudrions nous consacrer.

* * *

Il sera nécessaire de procéder par étapes successives, par réalisations progresssives et échelonnées pendant des années, qui impliqueront, du reste, de la part des hommes d'Etat qui prendront la responsabilité de cette immense transformation, des qualités d'obstination et de courage qui se rencontrent malheureusement rarement dans le domaine politique.

L'union, pour être puissante, riche et efficace, devrait évidemment grouper toutes les nations de l'Europe occidentale, qui se trouvent être, par les heureux hasards de la géographie, étroitement solidaires, en ce sens que la partie nordique et continentale se trouve être plus particulièrement industrielle, alors que la partie atlantique et méridionale est plus spécialement agricole. L'Europe occidentale dispose à la fois de charbon et de minerai de fer ; elle joint les productions de la zone tempérée à celles de la zone méditerranéenne.

Mais quel que puisse être l'intérêt d'établir immédiatement l'Union sur un territoire aussi vaste que possible, c'est très modestement qu'il faudra démarrer, pour ne pas accumuler dès le départ toutes les difficultés. L'Union, au début, devrait donc grouper essentiellement la France et l'Angleterre, et cette Union serait certainement l'élément décisif qui entraînerait l'adhésion de toutes les autres nations.

Seulement, dans la conjoncture présente, il est à craindre que l'Angleterre se considère comme étant beaucoup trop engagée, à la fois vis-à-vis des Etats-Unis et de ses Dominions, pour pouvoir adhérer à une formule comme celle-ci. Il faut s'attendre de sa part, je le crains, à quelque hésitation. Je suis persuadé, cependant, que si l'Union s'effectue sans elle, si elle se rend compte du succès enregistré, elle se décidera à y adhérer.

L'Union peut-elle se constituer sans la participation de l'Angleterre? A cette question, entre toutes, la réponse paraît la plus obscure.

Est-ce que, en l'absence de l'Angleterre, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, accepteraient de se fédérer avec la France, même si, comme je le crois, mon pays redevient entièrement fidèle à ses traditions et parvient, dans quelques mois ou quelques années, à reconstituer sa prospérité?

Voilà la première et la plus grande question. Je crois que si celle-ci pouvait être résolue, les difficultés ultérieures ne pèseraient pas lourd dans la balance des événements, parce que le fait que les colonies françaises, belges et hollandaises apporteraient leurs richesses à l'Union permettrait à celle-ci de disposer de toute une série de matières premières et de denrées tropicales qui sont aujourd'hui un des éléments essentiels de la prospérité. Seuls manqueraient la laine et le coton.

Si donc les quatre pays faisaient cet acte de foi dans l'avenir, l'Angleterre très vraisemblablement s'agglomérerait à son tour. Par la suite, naturellement, l'Union devrait être étendue aux pays scandinaves, à l'Italie, lorsqu'elle aussi aura retrouvé sa stabilité, au Portugal, à l'Espagne redevenue fidèle aux traditions démocratiques, à l'Allemagne enfin lorsque l'ancien Reich se sera complètement débarrassé du nazisme, à la fois dans ses institutions et dans son âme.

* * *

La seconde question est celle de savoir ce que sera la constitution interne d'une semblable Union

Il est évident que celle-ci ne sera achevée que quand les changes seront entièrement stabilisés entre les pays adhérant à cette Union, quand aussi les hommes, les marchandises et les capitaux pourront librement circuler sur tout le territoire de l'Union. Et au début, ce résultat semble parfaitement inaccessible.

Inaccessible, parce que les changes, quoi que nous puissions souhaiter, ne sont pas définitivement stabilisés. Tant qu'une menace pèsera sur le franc français, il est impossible que les capitaux de mon pays puissent fuir en Suisse dans l'espoir d'éviter une dévaluation ultérieure de la monnaie. De la même façon, tant que la pénurie des principales marchandises subsistera, la répartition devra être maintenue avec un caractère plus ou moins autoritaire, et cette répartition, il sera évidemment extrêmement difficile de la généraliser en l'étendant à tous d'après des normes identiques.

Ainsi, il sera nécessaire de procéder par étapes, et il me paraît que les premières réalisations pourraient être celles-ci :

D'abord, établir le principe de la libre circulation des hommes sur le territoire de l'Union, ce qui entraînerait la suppression de cette institution odieuse qui est celle des passeports et des visas.

Toutefois, la réforme ne serait pas complète, parce qu'un pays comme la France n'a pas la possibilité de permettre la liber sortie des capitaux, et que chaque pays devrait être autorisé à n'accorder de devises pour l'étranger qu'aux seuls nationaux pouvant justifier des raisons de leurs déplacements.

En deuxième lieu, il serait nécessaire d'établir entre les pays adhérant à l'Union la libre circulation des marchandises non contingentées. Et en

troisième lieu, ceci est incontestablement le plus difficile, fixer des prix uniformes, ou tout au moins des prix équilibrés les uns par rapport aux autres, en fonction des frais de transport, pour les principaux produits directeurs. Par exemple et avant tout, le blé, le charbon, le minerai de fer, la fonte, l'aluminium, et peut-être aussi le gaz et l'électricité ; de façon que les prix et les coûts étant sensiblement équilibrés, on ait la possibilité, le jour où l'abondance viendra, de supprimer toutes les barrières qui s'opposent à la circulation des marchandises, en ayant l'assurance qu'on ne déterminera pas un de ces raz de marée économiques auxquels je faisais allusion tout à l'heure.

Ce serait là le point de départ. Au fur et à mesure que les marchés seraient libérés, les produits correspondant à ces marchés circuleraient naturellement sans formalités et sans avoir à payer de droits de pays à pays.

De même, lorsque la balance des comptes serait à peu près équilibrée, les licences d'importation devraient être supprimées, non seulement entre membres de l'Union, mais encore vis-à-vis de l'étranger; ce qui fait que la protection de l'Union vis-à-vis du monde extérieur ne serait plus assurée que par des droits de douane uniformes, c'est-à-dire calculés pour chaque pays en fonction des niveaux de change.

Politique de tendance certes libérale, mais qui est entièrement conforme aux engagements solennels qui ont été récemment souscrits vis-à-vis de l'Amérique par M. Léon Blum à Washington.

Enfin, lorsque les changes seraient solidement défendus, les mouvements de capitaux pourraient et devraient devenir libres. D'abord entre membres de l'Union, puis dans les relations réciproques de l'Union et des pays étrangers.

Vous voyez donc que l'idée essentielle qui m'a guidé dans cette brève énumération est celle-ci : même vis-à-vis de l'étranger il est difficile, et peut-être même impossible, que les membres de l'Union maintiennent des mesures de réglementation administrative.

En effet, ces mesures ne pourront jamais être entièrement symétriques et parallèles si elles sont prises individuellement par les membres de l'Union. Certes, on peut concevoir que le Conseil de l'Union fixe des normes réglementaires communes, mais ces normes seront difficiles à concevoir, et par la suite à appliquer.

Prenons l'exemple d'un produit extrêmement courant, et dont le rôle est très important dans le commerce international : le café. La France pendant longtemps désirera en limiter les importations. Si la Suisse ouvre librement les vannes, la France sera indirectement submergée puisque, à priori, les marchandises circuleront librement de pays à pays.

On pourrait donc concevoir la constitution d'un Conseil, commun à tous les pays de l'Union, qui serait souverain en matière d'importations, et qui déciderait pour l'ensemble de l'Union du contingent global de café à acheter à l'étranger.

Il me semble qu'il serait beaucoup plus facile de se mettre seulement d'accord sur un tarif douanier commun, dont le niveau plus ou moins élevé suffirait à restreindre indirectement, en France comme en Suisse, la consommation du café.

C'est dire que je concevrais, dans les relations réciproques des membres de l'Union, l'établissement d'un libéralisme intégral et vis-à-vis de l'étranger celui d'un dirigisme indirect, souple, dont l'instrument essentiel serait le droit de douane.

* * *

Je sais que ces suggestions sont extrêmement incomplètes. Ma seule ambition, au cours de cet exposé, a été de vous montrer l'importance du problème, et aussi de vous suggérer quelques-unes des solutions qui pourraient être envisagées, si nous voulons véritablement faire œuvre positive.

Je sais que dans le détail on rencontrera à chaque pas des difficultés encore beaucoup plus nombreuses et que ces difficultés ne pourront être connues et tranchées qu'à l'égard de chaque cas concret. Mais je crois également, et avec une force plus grande encore, que ces difficultés, quelles qu'elles soient, peuvent être dominées et vaincues par des hommes énergiques.

Si ces difficultés peuvent être vaincues, elles doivent être vaincues. Elles doivent être vaincues parce qu'il n'y a pas de tâche à la fois plus concrète, plus positive, et plus haute, pour notre génération. Il ne s'agit pas seulement de la prospérité de nos pays, mais de leur liberté et de l'avenir même de notre civilisation.

La seule question qui se pose sera celle de savoir si les hommes de notre génération sauront se placer à la hauteur des problèmes qu'ils auront à résoudre.

René Courtin.